



BUDGET ET
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT
2014

TABLE DES MATIÈRES

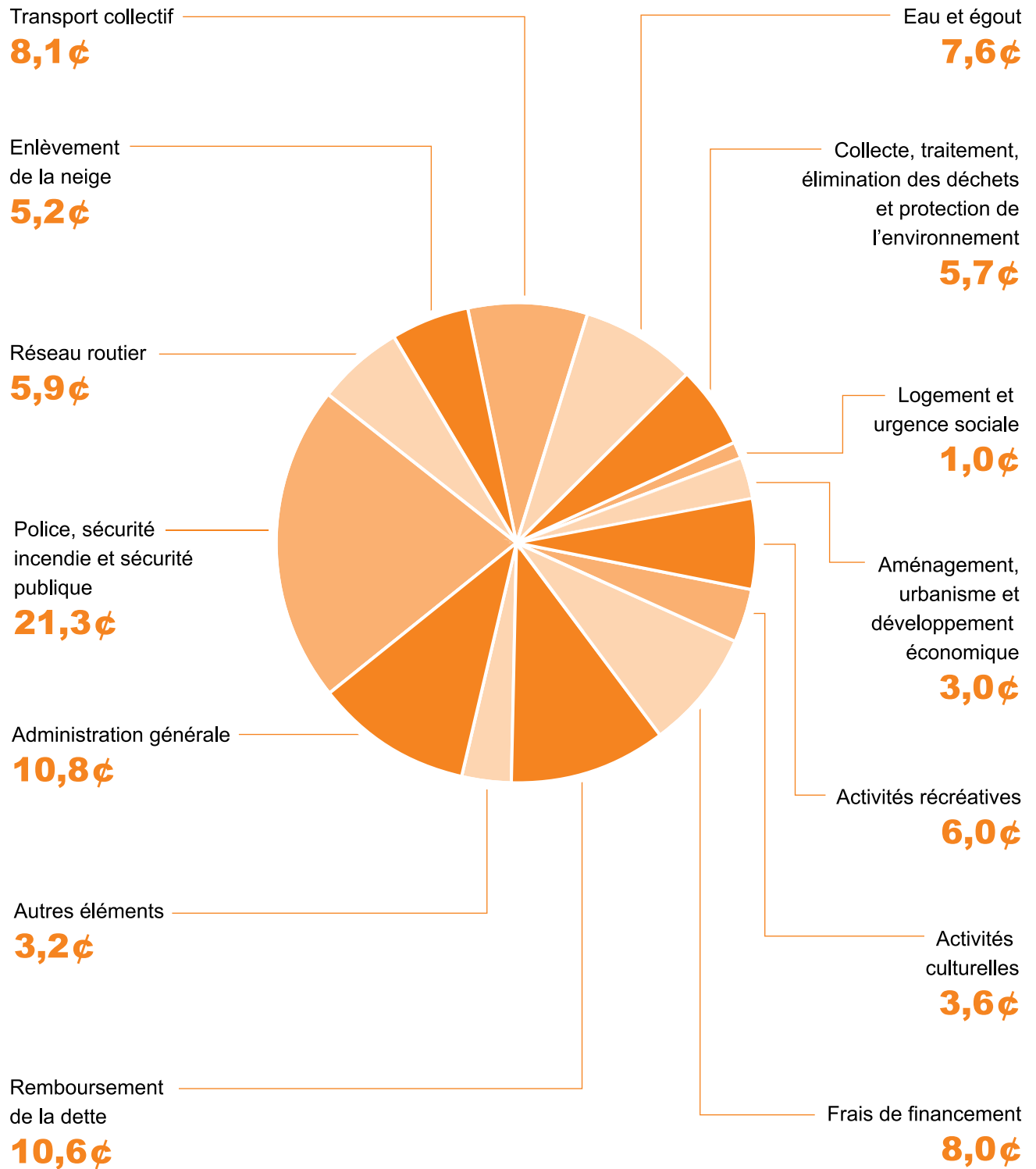
Budget 2014 en résumé	3
Pour chaque dollar de taxes	5
Sommaire des prévisions budgétaires 2014	7
Faits saillants	9
Mot du maire	11
Mot de la direction générale	13
Profil de Laval	15
Laval en chiffres	17
Conseil municipal et Comité exécutif	19
Administration	21
Missions des services municipaux et des bureaux	22
Situation économique	25
Statistiques	31
Taux de chômage	33
Permis de construction	33
Marché de la revente	34
Marché locatif	35
Investissements	35
Évolution de la population	36
Évolution de l'évaluation foncière	36
Évolution de certains taux de taxation et de tarification	37
Évolution des effectifs	38
Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	39

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Budget 2014	41
Sommaire des prévisions budgétaires 2014	43
Contexte budgétaire	45
Principales hypothèses utilisées dans le processus budgétaire	46
Analyse des revenus	47
Orientation budgétaire	49
Répartition en pourcentage des revenus de fonctionnement	50
Revenus de fonctionnement	51
Analyse des dépenses	57
Orientation budgétaire	59
Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement	62
Dépenses de fonctionnement par fonction et activité	63
Éléments de conciliation à des fins fiscales	65
Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par objet	66
Dépenses de fonctionnement par objet	67
Dépenses de fonctionnement par unité administrative	69
Programme triennal d'investissement	71
Orientation budgétaire	73
Revenus des activités d'investissement	75
Répartition en pourcentage des activités d'investissement	76
Activités d'investissement	77
Répartition en pourcentage du financement des activités d'investissement	78
Activités d'investissement à des fins fiscales	79
Renseignements supplémentaires	81
Périmètre comptable	83
Activités de fonctionnement consolidées à des fins fiscales	84
Activités d'investissement consolidées à des fins fiscales	85

BUDGET 2014 EN RÉSUMÉ

POUR CHAQUE DOLLAR DE TAXES



SOMMAIRE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
REVENUS		
Taxes sur la valeur foncière	519,1	502,8
Taxes sur une autre base	117,4	116,6
Paiements tenant lieu de taxes	18,3	18,3
Services rendus	7,1	7,2
Imposition de droits	33,4	33,9
Amendes et pénalités	17,8	17,9
Intérêts	8,0	7,6
Autres revenus	5,5	5,8
Transferts	32,5	45,0
	<hr/> 759,1	<hr/> 755,1
DÉPENSES		
Administration générale	88,1	85,1
Sécurité publique	166,6	155,4
Transport	185,6	182,2
Hygiène du milieu	145,3	142,8
Santé et bien-être	7,7	6,6
Aménagement, urbanisme et développement	23,3	21,0
Loisirs et culture	84,2	82,0
Frais de financement	60,4	59,6
	<hr/> 761,2	<hr/> 734,7
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	(2,1)	20,4
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
Immobilisations	107,4	109,0
Financement (net des affectations)	(77,6)	(81,2)
Affectations	(27,7)	(48,2)
	<hr/> 2,1	<hr/> (20,4)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	<hr/> 0,0	<hr/> 0,0

FAITS SAILLANTS

- Budget de 759,1 M\$
- Variation du compte de taxes foncières moyen égale ou inférieure à l'inflation prévue
 - Maison unifamiliale type: 0,00 %
 - Secteur résidentiel: 0,00 %
 - Secteur non résidentiel: 1,70 %
- Gel de la taxe des services de l'eau et du tarif du transport régional
- Nouvelle baisse de la dette à l'ensemble des citoyens: 1,1 M\$
- Ajouts et améliorations de services
 - Transport en commun gratuit pour les 65 ans et plus
 - Programme d'aide financière pour la restauration et la rénovation de bâtiments patrimoniaux
 - Nouvelles ressources pour l'entretien des parcs, les travaux d'excavation et le déneigement
 - Création d'une ligne de signalement
- Maintien des programmes
 - Remboursement de la taxe des services de l'eau pour les 65 ans et plus
 - Accession à la propriété
 - Aide à la rénovation résidentielle
 - Subvention pour la plantation et l'émondage des arbres
 - Subventions reliées à de saines pratiques environnementales (toilettes écologiques, composteurs domestiques, barils récupérateurs d'eau de pluie, couches réutilisables)
- Investissements prévus en 2014: 320,4 M\$, incluant un montant de 3,6 M\$ pour des contributions à des organismes:
 - Mise en place d'infrastructures qui contribueront au développement des secteurs résidentiels, commerciaux et industriels: 62,4 M\$
 - Réfection des infrastructures existantes: 148,0 M\$ dont 8,8 M\$ pour la réfection des arénas
 - Amélioration et prolongement du réseau routier: 15,8 M\$
 - Aménagement de parcs, d'espaces communautaires et acquisition d'espaces verts: 6,5 M\$

Début de la construction des casernes de pompiers numéro deux (Chomedey) et numéro dix (Saint-François)

- Immobilisations payées comptant: 126,1 M\$



Je suis très honoré, à titre de maire de Laval, de déposer le budget 2014 de Ville de Laval.

L'établissement d'un budget est un exercice incontournable et majeur pour toute institution. Nous devons faire un budget équilibré tout en répondant à un ensemble de priorités auxquelles les Lavallois et Lavalloises ont adhéré, en nous portant au pouvoir. Nous assumons dès maintenant nos responsabilités et nous respecterons, tout au long de notre mandat, les engagements que nous avons pris. D'ailleurs, nous nous ferons un point d'honneur d'assumer et de concrétiser les engagements pour lesquels vous nous avez confié un mandat fort.

La santé financière de la Ville de Laval est bonne, nous en prenons à témoin le dernier rapport émis en novembre dernier par la firme de notation Standard & Poor's. La cote de crédit de Laval a été révisée passant de "**AA- stable**" à "**AA- positive**". Bref, notre situation financière nous offre la marge de manoeuvre nécessaire nous permettant de faire les meilleurs choix pour l'avenir de Laval et ce, en concordance avec nos engagements.

Dans la même foulée, il m'importe d'affirmer notre rôle de leader comme gestionnaires des deniers publics. C'est notre rôle à nous, membres du nouveau conseil et du nouveau comité exécutif. À cette volonté affirmée, nous ajoutons notre intention d'aller de l'avant **pour redorer le blason de LAVAL et de faire en sorte que, pour les années à venir: intégrité, transparence et fierté** restent nos maîtres mots. Nous faisons le pari que ces mots vont nous inspirer des actions qui porteront la Ville au rang des meilleures cités où vivre au Québec. Fixons de hauts standards et faisons en sorte de les dépasser dans le but d'atteindre de nouveaux sommets pour la qualité de vie et la vigueur économique.

Au cours des dernières semaines, nous avons eu l'occasion de rencontrer plusieurs de nos fonctionnaires. Je veux leur rendre hommage aujourd'hui. Dans des délais très courts, ils nous ont accueillis avec attention, enthousiasme et dévouement. Les chiffres de ce budget ont été préparés par des gestionnaires municipaux compétents, des gens expérimentés et consciencieux, si bien que nous avons ensemble réalisé des engagements, rendus public au cours de la campagne électorale.

Ensemble, nous avons dégagé des marges de manoeuvre à l'intérieur des balises d'un budget équilibré. **Cela nous permet d'annoncer le gel du compte de taxe foncière moyen résidentiel à Laval en 2014.**

Nous avons tout au long de la campagne été sensibles aux demandes des aînés. En conséquence, **nous offrons la gratuité du transport en commun pour les personnes de 65 ans et plus à Laval.** Les modalités de l'application de cette mesure vous seront annoncées au cours des prochains mois.

Notre autre engagement ferme, nous amène à maintenir **le remboursement de la taxe des services de l'eau pour les personnes de 65 ans et plus.**

MOT DU MAIRE

Enfin, je ne peux passer sous silence ce qui est désigné par l'internalisation de fonctions administratives stratégiques au sein de la Ville. Plus simplement, nous avons **amorcé le rapatriement au sein du nouveau service des communications, de celui des ressources humaines et de celui de l'ingénierie** de tâches qui étaient habituellement confiées à des firmes externes. C'est une économie pour notre administration et un enrichissement au plan de l'expertise disponible à la Ville.

Je vous encourage à lire les pages de ce budget et à l'analyser. Merci de la confiance que vous nous avez témoignée et sachez que nous travaillons au quotidien à faire de Laval un meilleur milieu de vie dont nous serons toutes et tous très fiers.



Marc Demers
Maire de Laval

MOT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE



Mesdames, Messieurs,

La préparation du budget annuel constitue tout un défi pour une municipalité. Beaucoup plus qu'une démarche pour contrôler les dépenses, la planification budgétaire est un travail d'orientation et de mise à niveau de l'offre de service en fonction de l'évolution constante des besoins. Une fois l'an, elle permet à une Ville de réviser tous ses programmes et services, de les arrimer aux enjeux qui émergent et ce, dans le but d'assurer une prestation de services qui respecte la capacité de payer des contribuables.

L'élaboration du budget 2014 de la Ville de Laval n'a pas fait exception. L'année 2013 en a été une de transition, ponctuée de nombreux départs au sein de l'administration municipale. Malgré cela, la Ville a su maintenir et même bonifier la rigueur de ses pratiques de gestion.



C'est dans un esprit de collaboration et de concertation que nous avons préparé le budget du prochain exercice financier. Les choix que nous avons faits permettront d'améliorer les services tout en continuant le développement de nos infrastructures, dans une vision digne de notre ville, la troisième en importance au Québec.

L'année 2014 marquera un renouveau pour la Ville de Laval tant au conseil municipal, avec sa nouvelle équipe d'élus, que du côté de l'administration municipale. Ce budget a été préparé en ayant les citoyens au coeur de nos préoccupations afin que la ville demeure un milieu de vie des plus enviables.

Gaétan Vandal, CPA, CA
Directeur général par intérim

Martine Lachambre, CPA, CA
Directrice générale adjointe

PROFIL DE LAVAL

LAVAL EN CHIFFRES

SUPERFICIE	246	km²
DÉMOGRAPHIE		
Population	418 500	
Âge médian	40	
Langue maternelle`		
Français	63 %	
Anglais	9 %	
ÉDUCATION		
Primaire	71	
Secondaire	23	
Centre de formation professionnelle	8	
Collégial	1	
Pavillon universitaire	2	
Centre de recherche	5	
SANTÉ		
Centre hospitalier	1	
CLSC	7	
Centre de réadaptation	3	
Centre d'hébergement public et privé	16	
Centre jeunesse	1	
Clinique médicale et groupe de médecine familiale	34	
RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN		
Nombre de parcours	44	
Longueur du réseau	1 371	km
Service scolaire - nombre de parcours	95	
Transport adapté - nombre d'usagers	5 920	
Nombre d'autobus	260	
Train de banlieu - longueur du réseau	16	km
Nombre de gare	5	
Stationnement incitatif	2 197	espaces
CULTURE		
Plusieurs événements culturels dont le Mondial Choral		
Salle de spectacle	12	
Musée	6	
Bibliothèque	9	
TOURISME		
Nombre annuel de visiteurs	900 000	
% de tourisme d'affaires	50 %	
Durée moyenne du séjour	1,5 jour	
Nombre d'unités disponibles pour l'hébergement	1 500	
Taux d'occupation le plus haut du Québec	68 %	
Recettes touristiques annuelles	191 M\$	

LAVAL EN CHIFFRES

ÉCONOMIE - AFFAIRES

Emploi par industrie (en milliers)		
Secteur de la production de biens	37,4	17,5 %
Construction	11,0	
Fabrication	24,1	
Autres	2,3	
Secteur des services	175,8	82,5 %
Commerce	41,3	
Transport et entreposage	10,2	
Finance, assurances, immobilier	13,7	
Services professionnels	17,6	
Services d'enseignement	15,0	
Soins de santé et assistance sociale	26,4	
Information, culture et loisirs	12,4	
Hébergement et restauration	13,3	
Autres	25,9	

AGRICULTURE

Superficie	4 812 hectares	
Ferme		
Élevage	17	
Fruits et légumes	39	
Pépinière et floriculture	58	
Autres	8	
Revenus bruts agricoles	59,7 M\$	

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Longueur des voies publiques	4 609	km
Longueur des voies cyclables	175	km
Pont et passerelle	123	

INFRASTRUCTURES DE L'EAU

Usine de production de l'eau potable	3	
Usine de traitement des eaux usées	3	
Production de l'eau potable	425 000	m ³ /jour
Traitement des eaux usées	770 000	m ³ /jour
Longueur des conduites d'aqueduc	1 608	km
Longueur des conduites d'égout	2 579	km
Station de pompage	76	

CONSEIL MUNICIPAL ET COMITÉ EXÉCUTIF

Marc Demers

Maire et président du Comité exécutif

DISTRICTS ÉLECTORAUX

CONSEILLERS

1. Saint-François	Jacques St-Jean	
2. Saint-Vincent-de-Paul	Paolo Galati	
3. Val-des-Arbres	Christiane Yoakim	Présidente du Conseil municipal
4. Duvernay / Pont-Viau	Stéphane Boyer	
5. Marigot	Daniel Hébert	
6. Concorde / Bois-de-Boulogne	Sandra Desmeules	Membre du Comité exécutif
7. Renaud	Raynald Adams	Membre du Comité exécutif
8. Vimont	Michel Poissant	
9. Saint-Bruno	David De Cotis	Vice-président du Comité exécutif
10. Auteuil	Jocelyne Frédéric-Gauthier	
11. Laval-des-Rapides	Pierre Anthian	
12. Souvenir / Labelle	Jean Coupal	
13. L'Abord-à-Plouffe	Vasilios Karidogiannis	
14. Chomedey	Aglaia Revelakis	
15. Saint-Martin	Aline Dib	
16. Sainte-Dorothée	Ray Khalil	
17. Laval-les-Îles	Nicholas Borne	
18. L'Orée-des-Bois	Alain Lecompte	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Gilbert Dumas	
20. Fabreville	Michel Trottier	
21. Sainte-Rose	Virginie Dufour	Membre du Comité exécutif

ADMINISTRATION

DIRECTION GÉNÉRALE

Directeur général par intérim	Gaétan Vandal
Directeur général adjoint - services aux citoyens	Vacant
Directeur général adjoint - processus financiers et dossiers majeurs	Gaétan Vandal
Directeur général adjoint - gestion stratégique et programmes	Martine Lachambre

SERVICES

DIRECTEURS

Achats et gestion contractuelle	André Lévesque
Communications	Vacant
Contentieux	Vacant
Environnement	Gilles Benoit
Évaluation	Louis Roy
Finances	Suzanne Deshaies
Greffe	Vacant
Ingénierie	Luc Goulet
Police	Pierre Brochet
Ressources humaines	Marc-André Vigeant
Sécurité incendie	Robert Séguin
Systèmes et technologies	Lise Poirier
Travaux publics	Sylvain Allard
Urbanisme	Sylvain Dubois
Vie communautaire et de la culture	Vacant

BUREAUX

Grands projets	Jean-Stéphane Bédard
Juges	Claudie Bélanger
	Bernard Caron
Ombudsman	Nadine Mailloux
Régime des rentes	Mylène Grenier
Vérificateur général	Michèle Galipeau

MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES BUREAUX

Les services municipaux

Achats et gestion contractuelle

Assume la responsabilité de la gestion des contrats d'achat, d'entreprises, de services et de location de même que la gestion des magasins, de la récupération et de la fourrière. Assure aux divers services municipaux, la fourniture de biens et services de qualité aux coûts les plus favorables pour le contribuable en conformité avec les lois, règlements municipaux et accords commerciaux en vigueur. Applique la politique de gestion contractuelle et la politique d'approvisionnement.

Communications

Assure le positionnement stratégique et la gestion de l'image de la Ville, assure les relations avec les médias et alimente les réseaux sociaux. Produit et diffuse les communications internes et externes en collaboration avec les services concernés.

Contentieux

Apporte le soutien juridique nécessaire à la municipalité en répondant aux demandes diverses de nature légale provenant de la direction générale ou de l'ensemble des services de la Ville. Représente la municipalité, sur demande du Comité exécutif, pour toute procédure devant les différents tribunaux. Assume la responsabilité du greffe de la cour municipale et des procureurs qui agissent pour la Ville devant cette cour.

Environnement

Maintient la salubrité et la qualité de l'environnement, en protégeant et en mettant en valeur les milieux naturels, les cours d'eau et les espaces verts. Assure la qualité de l'eau, du sol et de l'air sur le territoire de Laval. Assure la production et le contrôle de l'eau potable, le captage et le traitement des eaux usées, la gestion des matières résiduelles et l'élimination des nuisances. Introduit et développe des activités qui ont pour but de créer des habitudes et des comportements environnementaux durables.

Évaluation

Responsable de la confection et de la tenue à jour du rôle d'évaluation foncière, de l'acquisition et de la disposition des immeubles. Le rôle d'évaluation reflète la valeur de tous les immeubles inventoriés et situés sur le territoire de la Ville. Cette valeur sert de base à la taxation municipale.

Finances

Planifie et contrôle l'ensemble des activités financières et administratives de la municipalité, telles la préparation des états financiers, la perception des taxes, le paiement des différentes dépenses, l'analyse, le développement et la gestion des systèmes d'information financière ainsi que la coordination, la préparation et le suivi du budget conformément aux normes comptables, aux lois en vigueur et aux décisions du Conseil municipal.

Greffe

Assure le cadre législatif à l'intérieur duquel les décisions du Conseil municipal et du Comité exécutif sont prises et voit à rédiger les procès-verbaux, résolutions, projets de règlements de la Ville de Laval. Collige et conserve les documents qui sont ainsi archivés et est responsable des demandes de documents municipaux formulées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Assure également le suivi des réclamations intentées à la Ville, incluant le portefeuille des assurances de la municipalité.

MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES BUREAUX

Ingénierie

Assure le rôle d'expert-conseil en matière de planification, de conception, de construction et de réhabilitation des infrastructures: aqueduc, égouts, ouvrages de gestion des eaux pluviales, infrastructures d'utilité publique, routes, pistes cyclables, signalisation et feux de circulation, éclairage, ponts, ponceaux, viaducs, stations de production d'eau potable et de traitement des eaux usées, postes de pompage et ouvrages connexes. Responsable de l'émission des permis de raccordement et des permis d'obstruction de la voie publique.

Police

Responsable de la promotion et du maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique. Responsable de la protection de la personne et de la propriété, de la moralité, de la circulation, des enquêtes, des mesures d'urgence et de l'application de la réglementation en matière policière.

Ressources humaines

Veille à pourvoir les divers services municipaux d'hommes et de femmes responsables et compétents pour oeuvrer auprès des citoyens. Soutient les activités dans divers services de la Ville de façon efficace en permettant aux employés d'évoluer dans un milieu de travail stimulant, dans le respect et l'intégrité. Responsable de la gestion des relations de travail et de la santé et sécurité au travail et du développement organisationnel. Applique différents programmes dont la paie, la formation, la gestion des avantages sociaux, les interventions en matière de santé et de sécurité et procède de façon constante à l'évaluation de ses effectifs.

Sécurité incendie

Responsable de la prévention et de la lutte contre les incendies, de l'organisation des secours et de la recherche des causes des incendies.

Systèmes et technologies

Accompagne les services municipaux, au plan technologique et organisationnel, dans la réalisation de leurs mandats, oriente et conseille les services sur tout l'aspect informatique, conçoit, développe et implante les applications et logiciels informatiques, entretient et gère l'ensemble des systèmes et technologies de l'information, incluant les systèmes de communications et de télécommunications.

Travaux publics

Entretient les infrastructures de la municipalité: rues, boulevards, signalisation, réseaux d'aqueduc et d'égouts, parcs, arénas et foresterie urbaine, assure aux divers autres services, principalement ceux de la Vie communautaire et de la culture ainsi que de la Police et de la Sécurité des incendies un soutien technique lors d'événements spéciaux. Veille à la gestion du parc automobile et des bâtiments.

MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES BUREAUX

Urbanisme

Assure le développement harmonieux du territoire, applique les règlements d'urbanisme et émet les permis de construction, de rénovation et de lotissement (cadastre), administre les divers programmes de la municipalité, notamment en matière de rénovation urbaine et de protection du patrimoine et est responsable de la toponymie des sites, des immeubles et des équipements municipaux (appellation d'un immeuble, d'une rue, d'un parc, etc.). Veille à la mise en oeuvre du schéma d'aménagement de la MRC et gère l'aménagement en vue d'assurer une utilisation efficace du territoire afin de répondre aux besoins de la collectivité.

Vie communautaire et de la culture

Soutient de façon concrète la culture, le sport, le plein air, les loisirs et toutes les activités reliées à la vie communautaire, informe et accompagne les citoyens, les institutions, les organismes, ainsi que les sociétés publiques et privées dans leurs démarches reliées aux activités et à la réglementation municipale. Voit à la gestion du Centre de la nature, de la messagerie et au transport.

Les bureaux

Grands projets

Effectue la planification, la coordination, le contrôle et le suivi de la réalisation des grands projets de développement ainsi que le renouvellement ou la réfection des infrastructures majeures. Il participe également à l'amélioration des différents processus de gestion de projets.

Juges

Les juges de la Cour municipale de Laval ont les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

Ombudsman

Protecteur du citoyen, le bureau reçoit et traite les plaintes des personnes qui s'estiment lésées par l'administration municipale. Il intervient ou enquête chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou peut vraisemblablement l'être. Il révisé l'application de certaines procédures administratives et émet des recommandations au conseil dans le but d'améliorer les services offerts.

Régime des rentes

Ce bureau a les pouvoirs et les devoirs que le règlement municipal sur le régime des rentes et la loi déterminent.

Vérificateur général

Effectue la vérification des comptes et affaires de la municipalité et de toute personne morale dont la municipalité détient plus de 50% des actions votantes en circulation ou nomme plus de 50% des membres du conseil d'administration ainsi que de toute entité faisant partie du périmètre comptable. La vérification des comptes et affaires comprend la vérification financière, la vérification de conformité de leurs opérations aux lois, règlements, politiques et directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources.

SITUATION ÉCONOMIQUE

Résultats 2013 et tendances

La conjoncture générale

La croissance économique mondiale demeure lente et fragile. L'économie chinoise connaît un ralentissement, l'Europe tarde à sortir de la récession tandis que les États-Unis sont ralentis par une hausse des impôts ainsi que des compressions budgétaires. Même si le ciel pourrait s'éclaircir en 2014, les nuages resteront présents. Si au Canada, le même scénario est à prévoir avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) légèrement supérieur à 2%, la situation sera plus difficile au Québec avec une croissance prévue sous la barre des 2% et un marché de l'emploi qui demeure très précaire.

Le marché du travail

Le marché de l'emploi québécois a déçu au cours des huit premiers mois de 2013 avec des pertes de plus de 30 000 emplois. Les gains enregistrés en septembre et octobre permettent d'éponger ces pertes et d'afficher un gain net d'environ 4 000 emplois pour les 10 premiers mois de l'année. Malgré tout, les perspectives d'emploi demeurent peu reluisantes et sont susceptibles de miner la confiance des consommateurs ainsi que le niveau des ventes au détail au cours des prochains mois.

Indicateurs du marché du travail - Laval, Île de Montréal et ensemble du Québec

Indicateurs	Laval		Île de Montréal		Ensemble du Québec	
	Oct. 2013	var. 1 an	Oct. 2013	var. 1 an	Oct. 2013	var. 1 an
Emplois	219 900	3 200	968 900	21 800	4 020 200	17 100
Population active	237 200	300	1 071 800	24 000	4 355 500	16 200
Taux d'activité	68,7 %	-0,9 %	64,9 %	0,8 %	65,0 %	-0,2 %
Taux d'emploi	63,4 %	-0,3 %	58,7 %	0,8 %	60,0 %	-0,2 %
Taux de chômage	7,3 %	-1,3 %	9,6 %	0,0 %	7,7 %	-0,1 %

Note(s): Données désaisonnalisées. Moyennes mobiles de trois mois se terminant en octobre 2013.

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Laval est l'une des rares régions du Québec où le taux de chômage a diminué de plus de 2 % au cours de la dernière période de 15 mois se terminant en octobre 2013 alors qu'il s'agit d'une hausse de 0,1 % pour l'ensemble du Québec.

Par ailleurs, le contexte économique exceptionnel masque les gains réels obtenus sur le marché du travail lavallois depuis 10 ans. Ainsi, de 2003 à 2013, plus de 41 000 emplois ont été ajoutés. Cette tendance devrait d'ailleurs se prolonger, puisqu'Emploi-Québec estime les besoins en main-d'oeuvre de la région de Laval à plus de 35 000 travailleurs de 2012 à 2016, dont environ le tiers proviendra de la création d'emplois, le reste étant occasionné par des départs à la retraite.¹ En outre, les prévisions d'Emploi-Québec indiquent une croissance de la population active et une baisse du taux de chômage d'ici 2021 dans la région métropolitaine de Montréal.²

¹EMPLOI-QUÉBEC, *Les chiffres clés de l'emploi au Québec, édition 2013*.

²EMPLOI-QUÉBEC, *Le marché du travail au Québec - Perspectives à long terme 2012-2021, juin 2012*

SITUATION ÉCONOMIQUE

Les conditions de vie

Un des indicateurs utilisés pour mesurer les conditions de vie des habitants d'un territoire est le revenu disponible des ménages par habitant. En 2011, le revenu disponible des ménages par habitant des Lavallois se compare avantageusement à la moyenne québécoise.

Revenu disponible des ménages par habitant (2011)

Laval		Île de Montréal		Ensemble du Québec	
2011	var.moy.3 ans	2011	var.moy.3 ans	2011	var.moy.3 ans
26 196 \$	1,3 %	26 567 \$	1,2 %	25 641 \$	1,7 %

Note(s): Le revenu disponible des ménages par habitant correspond à la somme de tous les revenus des ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels divisé par le nombre d'habitants de ce territoire.

Données révisées le 18 décembre 2012

Source(s): Institut de la statistique du Québec

La structure économique

Le tableau suivant donne la répartition des emplois par secteur d'activité en 2012 à Laval.

Nombre d'emplois par secteur - Laval

Catégories	Emplois en milliers 2012	Emplois en milliers 2011
Secteur de la production de biens	37	39
Fabrication	24	29
Construction	11	8
Autres biens	2	2
Secteur des services	176	166
Commerce	41	42
Soins de santé et assistance sociale	26	25
Services professionnels, scientifiques et techniques	18	17
Finance, assurances, immobilier et location	14	14
Information, culture et loisirs	12	8
Services d'enseignement	15	11
Administrations publiques	10	9
Transport et entreposage	10	10
Hébergement et restauration	13	14
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	8	7
Autres services	9	9
Total	213	205

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Le nombre ainsi que la répartition des emplois démontrent que Laval bénéficie d'une structure économique saine, dynamique et diversifiée. L'économie québécoise est dominée par le secteur tertiaire et Laval fait partie des régions où cette sectorisation des emplois est la plus avancée avec 82,6% du total des emplois en 2012.

SITUATION ÉCONOMIQUE

Le produit intérieur brut

Le produit intérieur brut (PIB), qui équivaut à l'ensemble des biens et services produits sur le territoire au cours d'une année, a atteint plus de 13 milliards en 2012 pour le territoire de Laval. Ce qui constitue plus de 4,1% du PIB du Québec.

Produit intérieur brut aux prix de base (2012)

Laval		Île de Montréal		Ensemble du Québec	
M\$	var. 1 an	M\$	var. 1 an	M\$	var. 1 an
13 533 \$	3,1 %	115 186 \$	2,9 %	332 644 \$	2,9 %

Note(s): Estimation provisoire

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Laval représente également l'une des régions du Québec avec la plus forte croissance annuelle de son PIB au cours des dix dernières années. Laval est l'une des rares régions à afficher un taux de croissance moyen du PIB de près de 5 % au cours des 10 dernières années.

Les permis de construction

Les tableaux suivants présentent le nombre ainsi que la valeur des permis de construction, pour la dernière année complète disponible, soit 2012.

Nombre de permis de construction par secteur en 2012 - Laval

Secteurs	Nouveaux permis	Améliorations	Total
Résidentiel	892	1 620	2 512
Commercial	22	325	347
Industriel	5	49	54
Institutionnel	5	50	55
Total	924	2 044	2 968

Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

Valeur des permis de construction par secteur en 2012 en millions de dollars - Laval

Secteurs	Nouveaux permis	Améliorations	Total
Résidentiel	607,9 \$	52,1 \$	660,0 \$
Commercial	80,5 \$	79,1 \$	159,6 \$
Industriel	43,8 \$	9,8 \$	53,6 \$
Institutionnel	35,2 \$	83,6 \$	118,8 \$
Total	767,4 \$	224,6 \$	992,0 \$

Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

SITUATION ÉCONOMIQUE

Depuis le début de l'année 2013 (1er janvier au 30 septembre), la valeur et le nombre des permis de construction sont en baisse au Canada et dans la province de Québec. La Ville de Laval n'échappe pas à cette tendance, le repli est de l'ordre de 30 % pour les neuf (9) premiers mois de l'année. La Ville a émis 464 permis de construction pour de nouvelles habitations, totalisant 1 030 nouveaux logements. La valeur déclarée pour ces nouvelles résidences atteint 256 millions de dollars.

Par ailleurs, au cours des onze premiers mois de 2013, le Service de l'urbanisme a émis un total de 2 501 permis de construction (nouvelle et amélioration), tous secteurs confondus. La valeur déclarée globale pour l'ensemble de ces permis de construction s'élève à plus de 690 millions de dollars.

Le marché de la revente

Selon les dernières données disponibles publiées par la Chambre immobilière du Grand Montréal, le nombre de ventes enregistrées dans le secteur des maisons unifamiliales ainsi que des copropriétés sont en baisse de l'ordre de 15 % et 19 % respectivement pour la période de 12 mois terminée au 3^e trimestre de 2013 pour la région de Laval. Des variations semblables ont également été enregistrées sur l'Île de Montréal.

Durant cette même période, le prix médian enregistré était en hausse de 1 % et 2 % respectivement pour les maisons unifamiliales et les copropriétés. Au troisième trimestre de 2013, le prix médian d'une maison unifamiliale située sur le territoire de Laval était de 285 000 \$ comparativement à 376 700 \$ pour l'Île de Montréal. Quant à la copropriété, le prix médian était de 210 000 \$ pour Laval et 267 000 \$ pour l'Île de Montréal.

Selon la plus récente étude réalisée par le Groupe Royal LePage, les ventes de propriétés dans la grande région de Montréal ont augmenté au troisième trimestre, et ce, pour la première fois depuis plusieurs trimestres. Le nombre élevé de propriétés à vendre pourrait toutefois constituer un frein à la hausse des prix.

Les conditions sur le marché locatif

En 2012, le taux d'inoccupation des logements privés à Laval a connu une légère hausse passant de 2,3 % à 2,6 %. Ce taux demeure toutefois inférieur aux taux enregistrés sur l'Île de Montréal ainsi que dans la province de Québec.

Le taux d'inoccupation des espaces commerciaux a progressé au cours de la dernière année passant de 8,5 % à 9,4 % pour la grande région de Montréal. Pour sa part, Laval a amélioré sa situation en diminuant son taux à 10,1 %, réalisant ainsi la deuxième meilleure performance pour les secteurs situés hors de l'Île de Montréal.

Pour ce qui est des immeubles industriels, Laval fait également bonne figure. Son taux d'inoccupation de 7,4 % pour le deuxième trimestre de 2013 se situe avantageusement sous celui de la grande région de Montréal (8,0%).

SITUATION ÉCONOMIQUE

Les investissements

Les investissements sur le territoire Lavallois ont atteint pour une 11^{ième} année consécutive une valeur de plus de 1 milliard de dollars en 2012. Les secteurs résidentiel et industriel continuent année après année à représenter une part importante du total.

Malgré le contexte économique difficile que l'on connaît, il s'agit de résultats forts appréciables qui montrent bien toute la vigueur du milieu économique lavallois. Au cours de l'année 2012, 67 nouvelles entreprises se sont implantées à Laval et 649 ont entrepris un projet d'expansion pour des investissements dépassant le demi milliard de dollars.

Les investissements par secteur en 2011 et en 2012 en millions de dollars - Laval

Secteurs	2011	2012	Variation
Industriel	558,1 \$	506,0 \$	-9 %
Commercial	129,8 \$	183,6 \$	41 %
Institutionnel	207,1 \$	148,7 \$	-28 %
Résidentiel	622,4 \$	659,9 \$	6 %
Total	1 517,4 \$	1 498,2 \$	-1 %

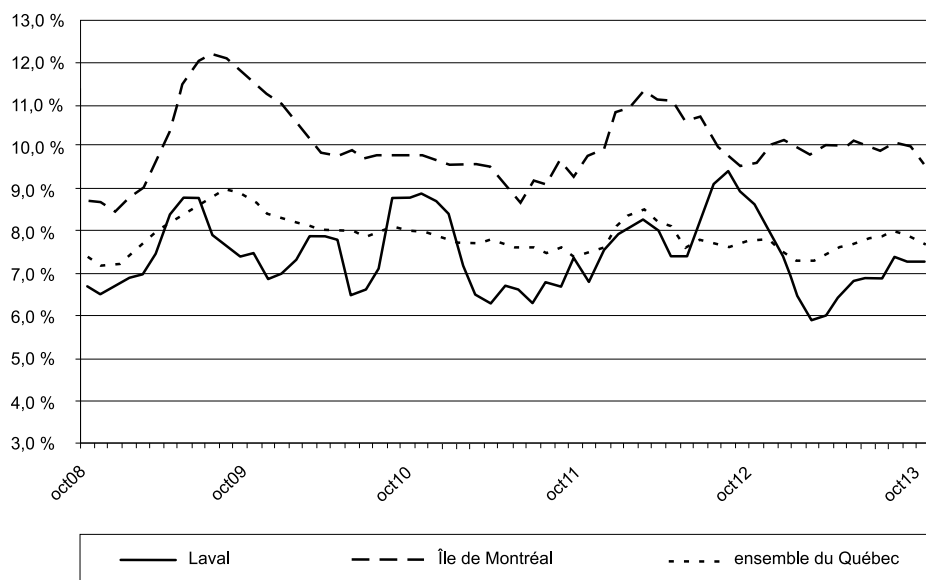
Source(s): Laval Technopole

La croissance annuelle moyenne des investissements a été équivalente à 1,9% au cours des dix dernières années.

STATISTIQUES

Taux de chômage

Taux de chômage désaisonnalisé (octobre 2008 - octobre 2013)



Notes(s): Données désaisonnalisées. Moyennes mobiles de trois mois. Population active de 15 ans et plus
Source(s): Institut de la statistique du Québec

Permis de construction

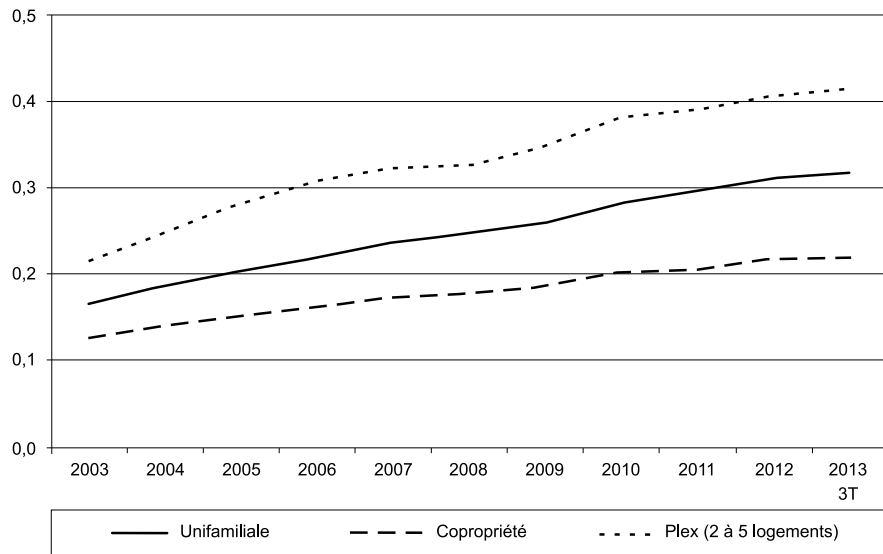
Évolution de la valeur des permis de construction en millions de dollars - Laval

Année	Nouveaux permis	Améliorations	Total
2003	493,4 \$	97,9 \$	591,3 \$
2004	676,3 \$	110,6 \$	786,9 \$
2005	702,3 \$	92,1 \$	794,4 \$
2006	626,6 \$	126,8 \$	753,4 \$
2007	767,3 \$	199,3 \$	966,6 \$
2008	808,1 \$	196,3 \$	1 004,4 \$
2009	625,8 \$	203,2 \$	829,0 \$
2010	663,6 \$	165,4 \$	829,0 \$
2011	661,9 \$	132,2 \$	794,1 \$
2012	767,4 \$	224,6 \$	992,0 \$
Variation 2003-2012	55,5 %	129,3 %	67,7 %
2013*	405,5 \$	287,1 \$	692,6 \$

Notes(s): * Du 1er janvier au 30 novembre 2013
Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

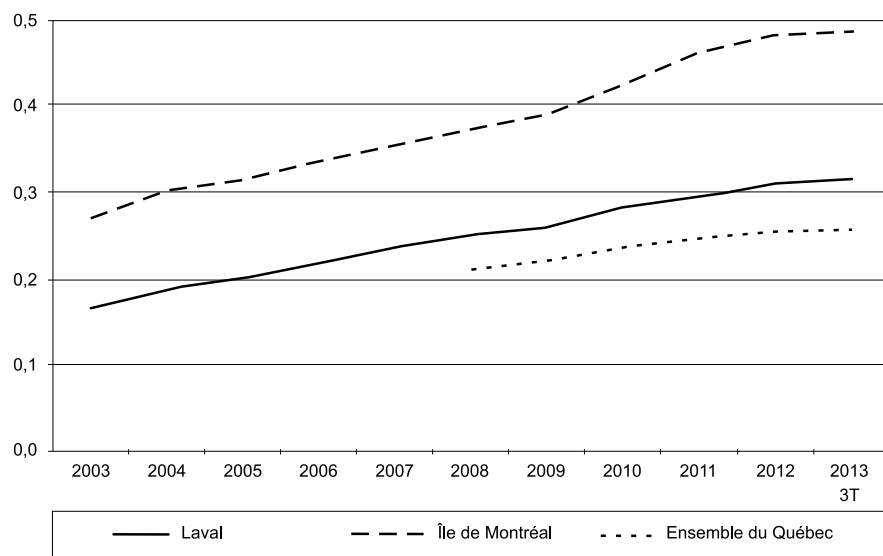
Marché de la revente

Marché de la revente, prix moyen (Laval)
(en millions de dollars)



Notes (s) : Information pour 2013 en date du troisième trimestre
Source (s) : Chambre immobilière du Grand Montréal et Fédération des chambres immobilières du Québec

Marché de la revente, prix moyen (unifamiliale)
(en millions de dollars)



Note(s) : Information pour 2013 en date du troisième trimestre
Source(s) : Données pour l'ensemble du Québec non disponibles pour les années antérieures à 2008
Chambre immobilière du Grand Montréal et Fédération des chambres immobilières du Québec

Marché locatif

Évolution du taux d'inoccupation des logements locatifs 2002 à 2012



Source(s): SCHL

Investissements

Évolution des investissements par secteur en millions de dollars - Laval

Année	Résidentiel	Commercial	Industriel	Institutionnel	Total
2003	392,4 \$	195,6 \$	423,1 \$	229,3 \$	1 240,4 \$
2004	594,9 \$	82,9 \$	496,6 \$	225,8 \$	1 400,2 \$
2005	622,9 \$	147,3 \$	611,0 \$	185,5 \$	1 566,7 \$
2006	518,2 \$	149,6 \$	556,3 \$	256,1 \$	1 480,2 \$
2007	631,4 \$	160,7 \$	624,6 \$	95,8 \$	1 512,5 \$
2008	746,5 \$	164,4 \$	676,3 \$	114,9 \$	1 702,1 \$
2009	589,1 \$	59,4 \$	422,7 \$	438,0 \$	1 509,2 \$
2010	649,4 \$	115,3 \$	417,4 \$	168,3 \$	1 350,4 \$
2011	622,4 \$	129,8 \$	558,1 \$	207,1 \$	1 517,4 \$
2012	659,9 \$	183,6 \$	506,0 \$	148,7 \$	1 498,2 \$
Variations 2003-2012	68,2 %	(6,1) %	19,6 %	(35,2) %	20,8 %

Source(s): Laval Technopole

STATISTIQUES

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Population (nombre estimé)	418 500	413 500	408 600	403 600

ÉVOLUTION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE (en millions de dollars)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Résiduelle	34 984,5	32 555,7	29 922,9	27 884,5
6 logements et plus	2 467,4	2 341,1	2 221,8	2 107,9
Terrains vagues	568,2	491,6	571,6	550,2
Non résidentiel	5 645,2	5 275,0	4 921,3	4 607,0
Industriel	862,7	784,3	796,3	743,1

ÉVALUATION IMPOSABLE ESTIMÉE POUR FIN DE TAXATION (*)

	44 528,0	41 447,7	38 433,9	35 892,7
--	----------	----------	----------	----------

(*) Après étalement des valeurs

STATISTIQUES

ÉVOLUTION DE CERTAINS TAUX DE TAXATION ET DE TARIFICATION

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
• Taux de la taxe foncière générale par 100\$ d'évaluation municipale (régime des taux variés)				
Taux de base	0,759 \$	0,791 \$	0,841 \$	0,874 \$
Immeubles de 6 logements et plus	0,869 \$	0,897 \$	0,959 \$	0,980 \$
Immeubles non résidentiels	3,102 \$	3,131 \$	3,247 \$	3,302 \$
Terrains vagues desservis	1,518 \$	1,582 \$	1,682 \$	1,748 \$
• Taux de la taxe foncière spéciale infrastructures d'eau potable et usée par 100 \$ d'évaluation municipale				
Taux de base	0,026 \$	0,038 \$	0,038 \$	0,038 \$
Immeubles de 6 logements et plus	0,027 \$	0,039 \$	0,039 \$	0,039 \$
Immeubles non résidentiels	0,079 \$	0,111 \$	0,111 \$	0,111 \$
Terrains vagues desservis	0,052 \$	0,076 \$	0,076 \$	0,076 \$
• Taxe sur les terrains vagues non desservis par 100\$ d'évaluation municipale	0,759 \$	0,791 \$	0,421 \$	
• Taux des services de l'eau				
Par logement et local	279 \$	279 \$	279 \$	279 \$
Par piscine creusée	55 \$	55 \$	55 \$	55 \$
Par piscine hors-terre	35 \$	35 \$	35 \$	35 \$
Terrains non exploités (Par 92,9 mètres carrés) min.: 40 \$ max.: 550 \$	2,50 \$	2,50 \$	2,50 \$	2,50 \$
Eau au compteur (par mètre cube)	0,7342 \$	0,6488 \$	0,5580 \$	0,4650 \$
• Tarification du transport régional				
Par logement	45 \$	45 \$	45 \$	45 \$
Par local au mètre carré (minimum 45 \$)	1,51 \$	1,51 \$	1,51 \$	1,51 \$
Terrains non exploités (Par 92,9 mètres carrés) min.: 40 \$ max.: 740 \$	2,15 \$	2,15 \$	2,15 \$	2,15 \$
• Tarifications particulières				
Contrôle biologique des moustiques				
1 logement ou 1 local	30 \$	30 \$	30 \$	30 \$
Plus d'un logement	60 \$	60 \$	60 \$	60 \$
Golf	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$
Disposition de la neige				
1 logement	214 \$	211 \$	206 \$	202 \$
Plus d'un logement et condominium	110 \$/log	109 \$/log	106 \$/log	104 \$/log
Mixte et non-résidentiel - au local	251 \$/local	248 \$/local	242 \$/local	238 \$/local
- au mètre linéaire	24,60 \$	24,30 \$	23,68 \$	23,25 \$

STATISTIQUES

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

(Équivalence personnes / année de l'ensemble des employés permanents ou temporaires)

	Budget			
	<u>2014</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Maire et conseillers	22	22	22	22
Direction	54	53	51	47
Cadres	340	311	299	295
Professionnels et administratifs	251	229	213	196
Employés de bureau	847	832	834	818
Personnel récréatif et culturel	209	208	203	203
Manuels	667	634	603	590
Brigadiers	29	30	29	30
Policiers	542	532	530	516
Pompiers	262	262	262	247
	3 223	3 113	3 046	2 964

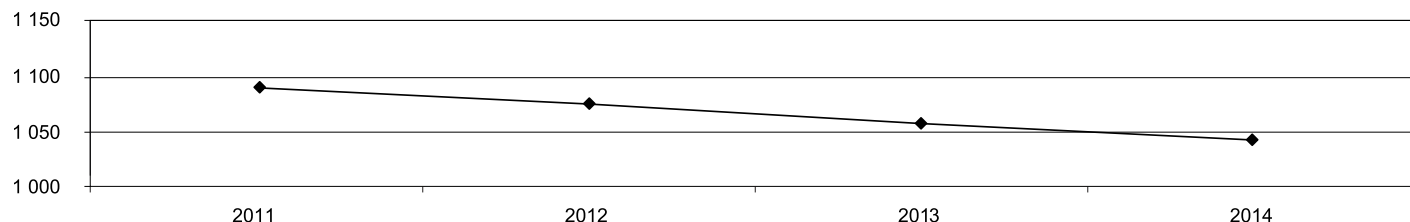
STATISTIQUES

ENDETTEMENT NET À LONG TERME À L'ENSEMBLE DES CITOYENS (en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011
	Projeté	Projeté	Réel	Réel
Dettes à long terme				
Obligations, billets et autres dettes	718,0	703,2	700,8	688,7
Moins:				
Montants accumulés dans divers fonds	(0,1)	(7,7)	(23,0)	(16,0)
Surplus réservés - remboursement dette	(4,2)	(4,8)	(5,9)	(8,8)
Montants non utilisés d'emprunts à long terme	(2,8)	(3,5)	(4,2)	(3,0)
Montants à recouvrer du gouv. du Québec	(104,5)	(74,6)	(44,0)	(43,4)
	606,4	612,6	623,7	617,5
Dépenses nettes à financer à long terme	172,0	137,1	93,6	110,1
	778,4	749,7	717,3	727,6
Moins:				
Montants recouvrables par les taxes de secteur	(287,8)	(258,0)	(223,5)	(232,5)
Récupération potentielle du déficit actuariel en vertu de la loi (1)	(54,2)	(54,2)	(54,2)	(54,2)
Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	436,4	437,5	439,6	440,9
Dettes per capita	1 043	1 058	1 076	1 092

(1) Ces montants seront récupérés à même les surplus futurs du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval.

Évolution de la dette per capita



BUDGET 2014

SOMMAIRE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2014
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
REVENUS		
Taxes sur la valeur foncière	519,1	502,8
Taxes sur une autre base	117,4	116,6
Paiements tenant lieu de taxes	18,3	18,3
Services rendus	7,1	7,2
Imposition de droits	33,4	33,9
Amendes et pénalités	17,8	17,9
Intérêts	8,0	7,6
Autres revenus	5,5	5,8
Transferts	32,5	45,0
	<hr/> 759,1	<hr/> 755,1
DÉPENSES		
Administration générale	88,1	85,1
Sécurité publique	166,6	155,4
Transport	185,6	182,2
Hygiène du milieu	145,3	142,8
Santé et bien-être	7,7	6,6
Aménagement, urbanisme et développement	23,3	21,0
Loisirs et culture	84,2	82,0
Frais de financement	60,4	59,6
	<hr/> 761,2	<hr/> 734,7
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	(2,1)	20,4
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
Immobilisations	107,4	109,0
Financement (net des affectations)	(77,6)	(81,2)
Affectations	(27,7)	(48,2)
	<hr/> 2,1	<hr/> (20,4)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0

CONTEXTE BUDGÉTAIRE

Pour l'année 2014, le budget a été élaboré dans un contexte d'économie hésitante, avec des prévisions de croissance économique de 1,9 % tandis qu'elles sont de 1,2 % pour 2013.

Au Québec, l'économie est lente, avec des ventes au détail et des mises en chantier stables ainsi que des exportations qui tardent à remonter, car liées à l'incertitude de la conjoncture économique au Canada et à l'étranger.

En 2014, une amélioration prévue du commerce extérieur jumelée à des investissements à la hausse tant publics que privés pourraient alimenter la croissance, alors que les dépenses de consommation seront ralenties par le fardeau de la dette des ménages.

Avec des pressions inflationnistes presque inexistantes, la Banque du Canada ne devrait pas relever ses taux directeurs avant le printemps 2015. Le taux d'inflation prévu au Québec est de 0,9 % pour 2013 et de 1,7 % pour 2014.

Certains produits et services nécessaires au fonctionnement de la Ville connaissent cependant des augmentations beaucoup plus fortes que l'inflation, dont les produits chimiques avec une hausse de 21,8 % et l'électricité avec une hausse de 2,4 %.

À cause de ce contexte, la croissance urbaine sera moindre que celle enregistrée au cours des années précédentes. Toute croissance augmente les revenus de la Ville, mais elle entraîne également des augmentations de dépenses en main d'oeuvre, biens et services en raison de la hausse du volume de services que la municipalité doit fournir dans tous les domaines. Des efforts importants ont été et continueront d'être déployés afin d'exercer des contrôles serrés sur l'augmentation des coûts tout en maintenant le même niveau de services.

Le budget comparatif 2013 a été redressé afin de tenir compte de diverses modifications de présentation, dont notamment la comptabilisation de certaines ententes gouvernementales.

PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES DANS LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE

La préparation du budget se base sur des hypothèses d'indexation des revenus et des dépenses.

Ces hypothèses sont établies à partir de données réelles (conventions signées, contrats en cours, etc.), de projections (taux d'intérêts, indice des prix à la consommation, etc.) et de tendances historiques.

Bien que révisées tout au long du processus, ces hypothèses demeurent sujettes à des variations imprévisibles (augmentation du prix des ressources naturelles, des taux d'intérêts, du rôle d'évaluation, etc.)

Principales hypothèses d'indexation:

Indice des prix à la consommation: 1,7 %

Revenus:

Croissance du rôle d'évaluation 6,5 %

Dépenses:

Énergie : Électricité 2,4 %

Gaz 1,2 %

Taux d'intérêt de la Banque du Canada 1,0 %

ANALYSE DES REVENUS

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Les revenus

Malgré une baisse prévue du niveau d'activités du développement urbain et du marché de l'immobilier, le budget 2014 respecte la capacité de payer des contribuables: il y a gel du compte de taxe foncier pour les immeubles résidentiels.

L'année 2014 est la deuxième année d'un rôle triennal d'évaluation, la ville réduit, comme par le passé, ses taux de taxes afin de minimiser l'impact fiscal sur le compte de taxe des contribuables lavallois. La baisse des taux de taxe quantifiée pour contrer les augmentations de valeur a pour effet de minimiser aussi les nouveaux revenus générés par la croissance urbaine.

Les taux de la **taxe foncière générale** sont ajustés à la baisse, comme le montre le tableau qui suit :

Catégories	Taux 2014	Taux 2013	Variation \$	Variation %
Résiduelle (taux de base)	0,759	0,791	(0,032)	(4,04)
Immeubles de 6 logements et plus	0,869	0,897	(0,028)	(3,12)
Immeubles non résidentiels	3,102	3,131	(0,029)	(0,92)
Terrains vagues desservis	1,518	1,582	(0,064)	(4,04)

Le remboursement de la taxe sur les services de l'eau pour les personnes de 65 ans et plus est maintenu à 100 \$ et à 200 \$ pour celles admissibles au supplément de revenu garanti. Les tarifications aux usagers de différents services et activités municipales demeurent inchangées, à l'exception de l'eau au compteur, de la tarification pour les contestations du rôle d'évaluation afin d'être en ligne avec les taux du Tribunal Administratif du Québec et enfin de la tarification pour la disposition de la neige qui est indexée selon l'indice des prix à la consommation au 30 juin 2013.

Les taux de la **taxe spéciale** pour les infrastructures d'eau potable et eaux usées baissent de 3,8 ¢ à 2,6 ¢ du 100 \$ d'évaluation pour les immeubles de moins de six logements et de 11,1 ¢ à 7,9 ¢ pour les immeubles non résidentiels. Les revenus de cette taxe sont estimés à 15,4 M\$ et sont affectés à une réserve créée à cette fin.

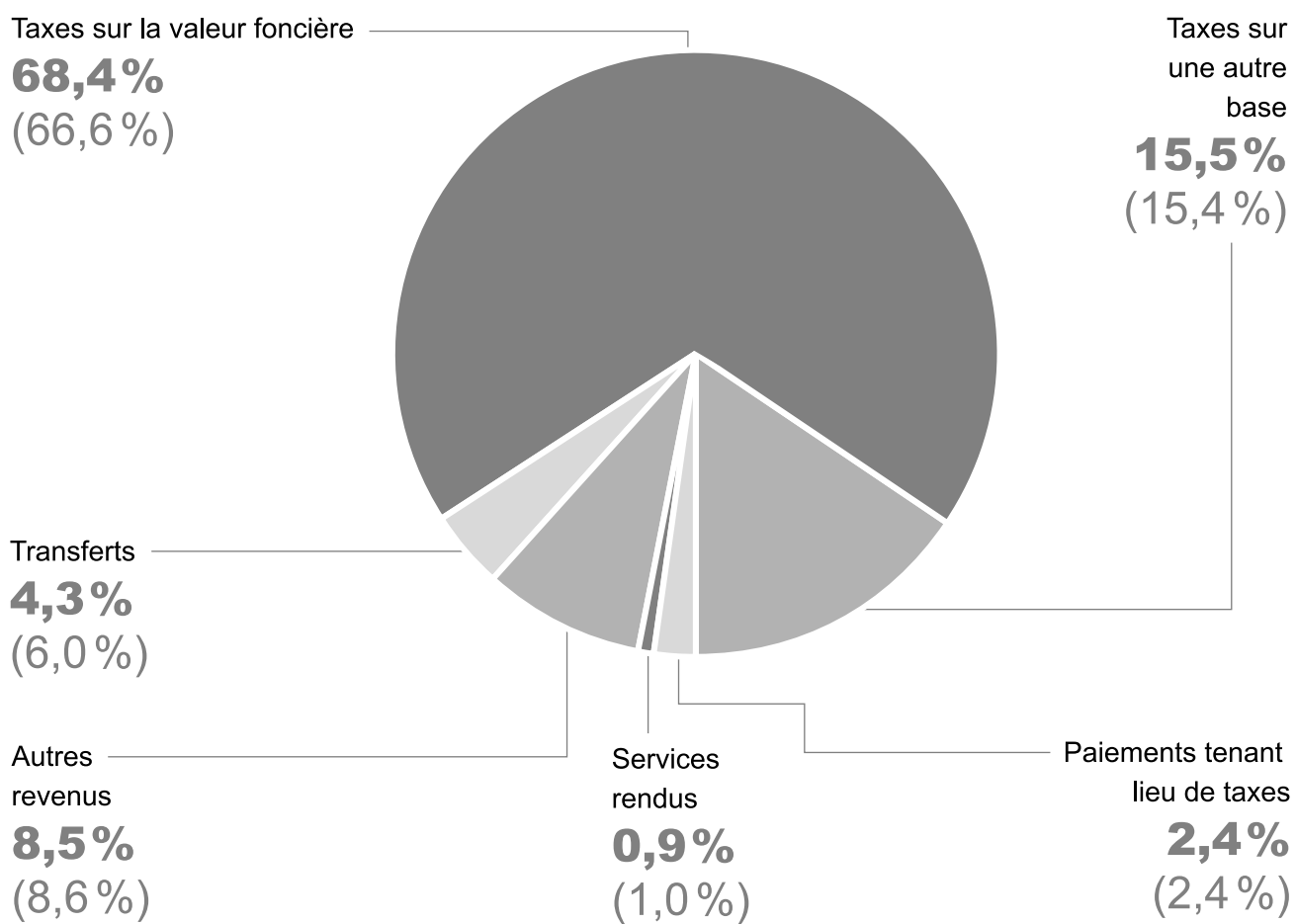
Pour les immeubles résidentiels, il y a gel du compte de taxe en 2014. Il s'agit d'une quatrième année consécutive avec des variations de taxes inférieures à l'inflation. La hausse moyenne pour la catégorie non résidentielle est de 1,7 % soit le taux d'inflation prévue pour 2014.

Les nouveaux immeubles inscrits au rôle d'évaluation augmentent les revenus de la taxe foncière générale de 7,5 M\$ et ceux des autres taxes ou tarifs (eau, assainissement, disposition de la neige) de 0,7 M\$.

Le soutien au développement industriel se traduit par une dépense fiscale estimée à 0,8 M\$ en crédits de taxes temporaires aux investissements industriels dans des secteurs désignés. Des crédits de 1,0 M\$ sont également prévus au programme de relocalisation et de revitalisation de secteurs désignés. Des crédits de droits de mutation et de taxes foncières d'environ 3,0 M\$ sont prévus dans le secteur résidentiel pour la rénovation des anciens quartiers et pour y favoriser l'installation de jeunes familles. L'aide financière accordée au campus universitaire afin de promouvoir l'enseignement supérieur sur le territoire lavallois sera de 1,1 M\$ en 2014.

En 2014, la compensation de 14,5 M\$ tenant lieu de remboursement de la TVQ que recevait la Ville, sera remplacée par le remboursement de cette taxe à l'égard des dépenses taxables, mais à la hauteur de 62,8 % au lieu du 100 % prévu dans l'entente de 2007-2013.

REVENUS 2014
(2013)



REVENUS DE FONCTIONNEMENT
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
TAXES		
Sur la valeur foncière		
Taxes générales selon taux variés		
Catégorie résiduelle	267,2	259,5
Immeubles non résidentiels	203,3	191,0
Immeubles de 6 logements et plus	21,5	21,1
Terrains vagues desservis	8,6	7,3
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Catégorie résiduelle	9,2	12,5
Immeubles non résidentiels	5,2	6,8
Immeubles de 6 logements et plus	0,7	0,9
Terrains vagues desservis	0,3	0,3
Autres taxes		
Remembrement agricole	0,3	0,3
Terrains vagues non desservis	2,8	3,1
	<hr/> 519,1	<hr/> 502,8
Sur une autre base		
Tarifification pour services municipaux		
Services de l'eau	52,2	52,2
Taxes de secteur		
Service de la dette	21,5	21,8
Autres		
Infrastructures	2,2	2,2
Services centralisés d'appels d'urgence	2,3	2,3
Contrôle biologique des moustiques	1,3	1,2
Disposition de la neige	20,1	19,2
Transport en commun régional	17,8	17,7
	<hr/> 117,4	<hr/> 116,6
TOTAL DES TAXES	<hr/> 636,5	<hr/> 619,4

REVENUS DE FONCTIONNEMENT
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		
Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement		
Taxes générales		
Catégorie résiduelle	0,2	0,2
Immeubles non résidentiels	1,6	1,6
Taxes foncières - TVD	0,1	0,1
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Immeubles non résidentiels	0,1	0,1
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4,3	4,3
Cégeps et universités	2,2	2,1
Écoles secondaires	4,1	4,1
Écoles primaires	2,5	2,5
	15,1	15,0
Gouvernement du Canada et ses entreprises		
Taxes générales		
Immeubles non-résidentiels	2,8	2,8
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Immeubles non-résidentiels	0,1	0,1
Tarification		
Travaux permanents		0,1
Transport en commun régional	0,3	0,3
	3,2	3,3
TOTAL DES PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	18,3	18,3

REVENUS DE FONCTIONNEMENT
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Évaluation		0,1
Application de la loi	0,3	0,3
Autres		
Loyers - immeubles	1,7	1,7
Autres	0,2	0,3
Sécurité publique		
Police	1,1	1,1
Incendie	0,1	0,1
Transport		
Voirie	0,2	0,2
Enlèvement de la neige	0,2	0,1
Hygiène du milieu		
Réseaux d'égout	0,1	
Matières résiduelles	0,4	0,4
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	0,4	0,4
Loisirs et culture		
Activités récréatives		
Camps de jour	1,5	1,5
Autres	0,9	1,0
	7,1	7,2

REVENUS DE FONCTIONNEMENT
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
IMPOSITIONS DE DROITS		
Licences et permis	6,9	7,4
Droits de mutation immobilière	24,0	24,0
Autres	2,5	2,5
	<hr/> 33,4	<hr/> 33,9
AMENDES ET PÉNALITÉS	<hr/> 17,8	<hr/> 17,9
INTÉRÊTS		
Fonds d'amortissement	0,1	0,6
Réserves financières et fonds réservés	2,9	2,3
Autres	5,0	4,7
	<hr/> 8,0	<hr/> 7,6
AUTRES REVENUS		
Cessions d'actifs à long terme		
Autres immobilisations	0,5	0,5
Contributions des promoteurs - réfection des infrastructures	0,2	0,2
Autres	4,8	5,1
	<hr/> 5,5	<hr/> 5,8

REVENUS DE FONCTIONNEMENT
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
TRANSFERTS		
Transferts de droits		
Entente de partenariat - remboursement TVQ		14,5
Compensation pour la collecte sélective	5,5	4,8
Autres	8,3	8,3
	<hr/> 13,8	<hr/> 27,6
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Sécurité publique - Police	0,8	0,8
Transport		
Réseau routier - voirie municipale	0,5	1,3
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2,2	1,2
Réseau de distribution de l'eau potable	3,8	2,7
Traitement des eaux usées	0,4	0,6
Réseaux d'égout	1,2	1,8
Élimination des déchets	3,4	3,6
Santé et bien-être	1,0	0,5
Aménagement, urbanisme et développement		
Rénovation urbaine	0,4	0,1
Subvention financement activités CLD	2,2	2,1
Loisirs et culture		
Activités récréatives	1,2	1,2
Activités culturelles - bibliothèques	1,2	1,2
Activités culturelles - autres	0,4	0,3
	<hr/> 18,7	<hr/> 17,4
TOTAL DES TRANSFERTS	<hr/> 32,5	<hr/> 45,0
TOTAL - REVENUS DE FONCTIONNEMENT	<hr/> 759,1	<hr/> 755,1

ANALYSE DES DÉPENSES

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Les dépenses et autres activités de fonctionnement

Le budget 2014 des activités de fonctionnement s'établit à 759,1 M\$ comparativement à 755,1 M\$. Le budget est donc en hausse de 4,0 M\$ soit 0,5 %.

Les principales composantes de cette croissance budgétaire se résument comme suit :

	M \$	%
1. Hausse des coûts et indexation de la rémunération	15,9	2,1
2. Hausse de coût du régime de retraite	6,0	0,8
3. Ajouts et améliorations de services	6,5	0,9
4. Impact de la croissance urbaine	2,6	0,3
5. Modifications des processus d'affaires et équilibre budgétaire	(2,5)	(0,3)
6. Service de la dette	(5,9)	(0,8)
7. Compensation de la TVQ	(8,7)	(1,2)
8. Affectations aux paiements comptants des infrastructures	(9,9)	(1,2)

La hausse des coûts des biens et services ainsi que l'indexation de la rémunération et des avantages sociaux représentent 21,9 M\$ ou 2,9 % du budget précédent.

Le pacte fiscal 2007-2013, prévoit que le gouvernement du Québec remet aux municipalités, sous forme de compensation, une partie de la TVQ. Cette contribution imputée directement au budget général de la Ville devait atteindre 100 % de la TVQ payée à la fin de l'entente, mais en 2013 le remboursement prévu devrait représenter environ 62,8 % de la TVQ payée. Pour 2014, le gouvernement annonce que le remboursement prend la forme d'un crédit sur intrant de 62,8 % soit une réduction des dépenses de 8,7 M\$, mais aussi une réduction des revenus de 14,5 M\$. La Ville affectera 3,6 M\$ de son surplus accumulé afin de financer le manque à gagner.

Les affectations aux paiements comptants des infrastructures sont réduites de 9,9 M\$, dont 5,0 M\$ en moins pour la réserve de l'eau provenant de la taxe foncière spéciale pour les infrastructures d'eau potable et usée.

Les ajouts et améliorations de services comptent pour près de 1 % de l'augmentation, alors que la croissance urbaine compte pour 0,3 %.

Parmi les ajouts et améliorations de services, soulignons plus particulièrement: contribution à la Société de Transport de Laval pour la gratuité du transport en commun pour les personnes de 65 ans et plus (0,3 M\$), création d'une équipe supplémentaire de surveillance physique au service de police (0,8 M\$), création d'un programme d'aide financière pour la restauration et rénovation de bâtiments patrimoniaux (0,6 M\$), ressources additionnelles pour l'entretien des parcs (0,4 M\$) et pour les travaux d'excavation (0,2 M\$) et la création d'une ligne de signalement (0,1 M\$) au bureau du vérificateur général.

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Au cours de l'année 2014, la Ville poursuivra son processus de rapatriement à l'interne de certains mandats actuellement confiés à des firmes externes. Il s'agit principalement de travaux d'ingénierie, telle que la conception de plans et devis (0,2 M\$), le service d'arpentage (0,1 M\$) et la surveillance de travaux (0,2 M\$). Enfin des ressources seront ajoutées afin de répondre aux nouvelles exigences gouvernementales dans le dossier des surverses (0,2 M\$).

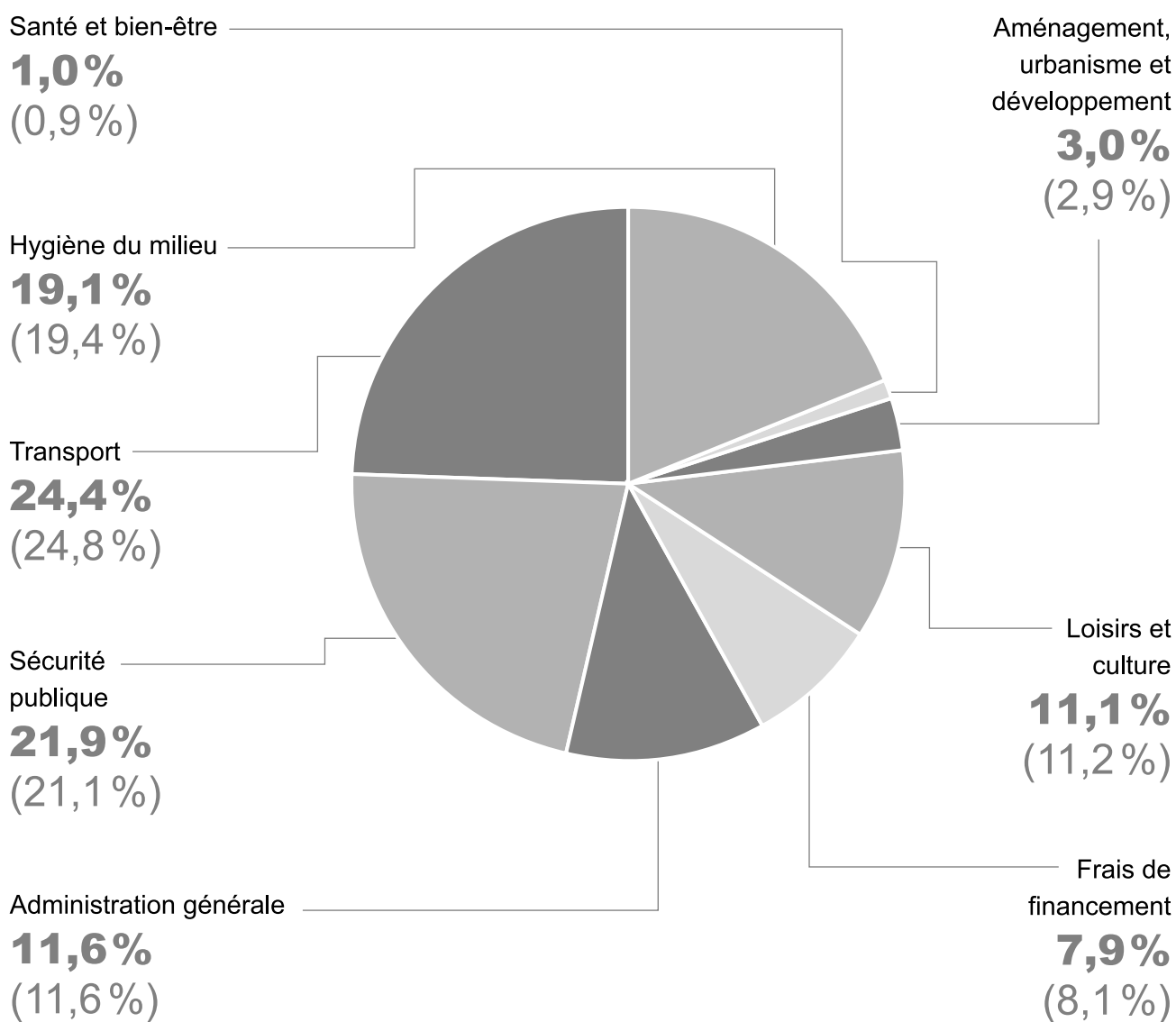
Les virements et les affectations

Les virements aux réserves financières pour le renouvellement des infrastructures d'eaux potable et usée, pour les projets structurants et la réfection des infrastructures et pour les honoraires professionnels totalisent 25,7 M\$ une baisse de 7,4 M\$ en comparaison avec 2013.

Les virements au fonds réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques et relatif aux droits payables par les exploitants de carrières ou sablières sont évalués à 2,1 M\$.

Une affectation de surplus de 3,0 M\$ contribue à l'équilibre budgétaire et permet de rembourser une partie des droits de mutation aux jeunes familles qui achètent des maisons dans les anciens quartiers (1,7 M\$) et les crédits de taxes à la rénovation et à la construction dans ces quartiers (1,3 M\$). Une nouvelle affectation de 3,6 M\$ servira à compenser pour le manque à gagner suite aux nouvelles modalités de remboursement de la TVQ.

DÉPENSES 2014
(2013)



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR FONCTION ET ACTIVITÉ
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
ADMINISTRATION GÉNÉRALE		
Conseil	5,4	4,7
Application de la loi	9,8	9,5
Gestion financière et administrative	37,3	33,9
Greffe	6,9	9,0
Évaluation	11,5	11,0
Gestion du personnel	11,7	11,2
Autres	5,5	5,8
	88,1	85,1
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
Police	120,9	113,1
Sécurité incendie	42,9	39,5
Sécurité civile	0,4	0,4
Autres	2,4	2,4
	166,6	155,4
TRANSPORT		
Réseau routier		
Voirie municipale	67,8	66,8
Enlèvement de la neige	40,5	39,8
Éclairage des rues	7,8	8,1
Circulation et stationnement	7,8	7,9
Transport collectif	61,7	59,6
	185,6	182,2
HYGIÈNE DU MILIEU		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	20,2	18,5
Réseau de distribution de l'eau potable	22,3	21,8
Traitement des eaux usées	24,4	23,6
Réseaux d'égout	33,2	32,5
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés		
Collecte et transport	12,4	12,8
Élimination	11,1	11,8
Matières recyclables		
Collecte et transport	9,6	10,0
Tri et conditionnement	0,2	0,2
Matières organiques		
Collecte et transport	0,3	0,2
Traitement	0,3	0,3
Matériaux secs	1,1	1,2
Protection de l'environnement	4,2	3,9
Autres	6,0	6,0
	145,3	142,8

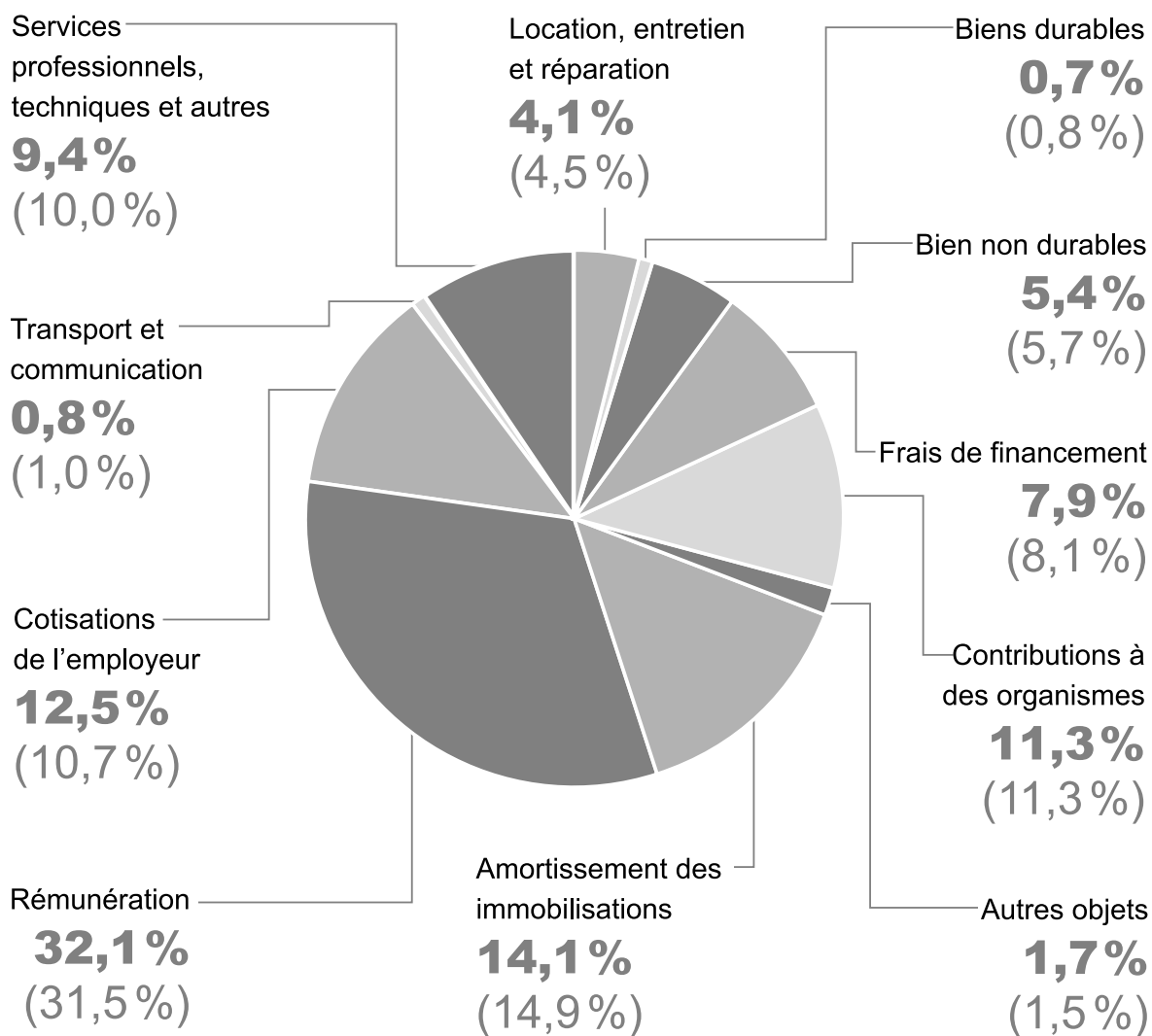
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR FONCTION ET ACTIVITÉ
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE		
Logement social	6,0	5,0
Autres	1,7	1,6
	<u>7,7</u>	<u>6,6</u>
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT		
Aménagement, urbanisme et zonage	11,3	10,6
Rénovation urbaine		
Biens patrimoniaux	0,8	0,2
Autres biens	0,9	0,3
Promotion et développement économique		
Industries et commerces	8,5	8,1
Tourisme	0,5	0,5
Enseignement et sciences	1,3	1,3
	<u>23,3</u>	<u>21,0</u>
LOISIRS ET CULTURE		
Activités récréatives		
Centres communautaires	5,2	5,1
Patinoires intérieures et extérieures	10,8	10,6
Piscines, plages et ports de plaisance	6,1	6,0
Parcs et terrains de jeux	30,2	29,4
Autres	2,8	2,6
Activités culturelles		
Centres communautaires	2,7	2,7
Bibliothèques	19,5	19,1
Autres	6,9	6,5
	<u>84,2</u>	<u>82,0</u>
FRAIS DE FINANCEMENT		
Dette à long terme		
Intérêts	29,9	34,5
Autres frais	1,6	1,7
Autres frais de financement		
Avantages sociaux futurs	27,6	22,4
Autres	1,3	1,0
	<u>60,4</u>	<u>59,6</u>
TOTAL - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	761,2	734,7

ÉLÉMENTS DE CONCILIATION À DES FINS FISCALES
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
IMMOBILISATIONS		
Amortissement	(107,4)	(109,0)
Disposition	0,6	0,6
Gain sur disposition	(0,6)	(0,6)
	(107,4)	(109,0)
FINANCEMENT		
Remboursement de capital (net des affectations)		
Remboursement de capital	88,4	97,8
Virement au Fonds d'amortissement	2,5	6,5
Virement du Fonds d'amortissement	(10,2)	(20,9)
	80,7	83,4
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(3,1)	(2,2)
	77,6	81,2
AFFECTATIONS		
Activités d'investissement	4,7	7,7
Surplus accumulé	(8,5)	(5,6)
Fonds réservés		
Virement		
Fonds de roulement	4,0	5,0
Autres	3,3	2,9
Total - Fonds réservés	7,3	7,9
Réserves financières		
Virement		
Réfection des infrastructures	8,5	10,8
Infrastructures d'eau potable et usée	19,4	24,5
Autres	9,8	6,1
Total - Réserves financières	37,7	41,4
Montants à pourvoir dans le futur	(13,5)	(3,2)
	27,7	48,2
TOTAL DU BUDGET	759,1	755,1

DÉPENSES 2014
(2013)



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
RÉMUNÉRATION	244,6	231,5
COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR	94,9	78,8
TRANSPORT ET COMMUNICATION	6,4	7,6
SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET AUTRES		
Honoraires professionnels	14,3	14,4
Services techniques	53,2	55,4
Autres	3,8	3,9
	71,3	73,7
LOCATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION		
Location	10,3	9,9
Entretien et réparation	20,7	22,8
	31,0	32,7
BIENS DURABLES		
Travaux de construction	0,7	0,7
Achats de biens	4,7	4,8
	5,4	5,5
BIENS NON DURABLES		
Fournitures de services publics	13,6	14,0
Autres biens non durables	27,5	27,9
	41,1	41,9
FRAIS DE FINANCEMENT		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge:		
de la ville et des organismes périmunicipaux	28,8	33,3
des gouvernements du Québec et du Canada	2,7	2,9
Autres frais de financement	28,9	23,4
	60,4	59,6

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES		
Organismes municipaux	64,4	62,6
Organismes gouvernementaux	4,9	4,6
Autres organismes	16,3	15,9
	<hr/> 85,6	<hr/> 83,1
AUTRES OBJETS		
Créances douteuses ou irrécouvrables	0,5	0,5
Contribution développement sportif	0,5	0,5
Contribution protection de l'environnement	0,2	
Autres	11,9	10,3
	<hr/> 13,1	<hr/> 11,3
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	<hr/> 107,4	<hr/> 109,0
TOTAL DES DÉPENSES	<hr/> 761,2	<hr/> 734,7

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
DIRECTION		
Conseil municipal et Comité exécutif	4,7	3,9
Direction générale	3,4	3,3
	<hr/> 8,1	<hr/> 7,2
SERVICES		
Achats et gestion contractuelle	7,0	6,7
Communications	4,8	4,3
Contentieux	6,6	6,3
Environnement	69,8	68,9
Évaluation	10,1	9,7
Finances	28,6	28,8
Greffe	8,5	10,2
Ingénierie	10,8	9,6
Police	110,7	102,0
Ressources humaines	10,6	10,2
Sécurité incendie	39,3	35,7
Systèmes et technologies	18,4	18,4
Travaux publics	119,7	115,6
Urbanisme	9,5	8,4
Vie communautaire et de la culture	45,2	42,9
	<hr/> 499,6	<hr/> 477,7
BUREAUX		
Grands projets	1,1	0,7
Juges	0,8	0,8
Ombudsman	0,1	0,1
Régime des rentes	0,6	0,6
Vérificateur général	1,4	1,1
	<hr/> 4,0	<hr/> 3,3
PARTICIPATION - ORGANISMES MUNICIPAUX ET GOUVERNEMENTAUX		
Communauté métropolitaine de Montréal	7,0	7,0
Développement économique	9,6	9,3
Transport en commun	61,7	59,6
	<hr/> 78,3	<hr/> 75,9
FRAIS DE FINANCEMENT	60,4	59,6
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT FINANCÉES À LONG TERME	3,4	2,0
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	107,4	109,0
	<hr/>	<hr/>
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	761,2	734,7

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

Programme d'investissement

Le contexte

En 2014, nous prévoyons limiter les investissements à la charge des contribuables à un montant inférieur à ce que nous remboursions en capital, ce qui se traduit à terme par une diminution de la dette à l'ensemble des citoyens.

Nos réserves financières permettent des paiements comptants additionnels. Cette injection de fonds, combinée au niveau d'investissement identifié précédemment, assure un rythme adéquat de renouvellement de nos principales infrastructures. Grâce à l'ajout de nouveaux équipements, Ville de Laval continuera d'augmenter, année après année, son pouvoir d'attraction auprès des familles et des entreprises.

Une telle stratégie de gestion des investissements permet également à la Ville de Laval de réduire la pression exercée par le service de la dette sur les budgets à venir.

Faits saillants du programme triennal d'investissement

Les investissements pour 2014 totalisent 320,4 M\$, incluant un montant de 3,6 M\$ pour des contributions à des organismes.

Les principaux investissements pour l'année 2014 sont les suivants :

- La mise en place d'infrastructures qui contribueront au développement des secteurs résidentiels, commerciaux et industriels : 62,4 M\$
- La réfection des infrastructures existantes : 148,0 M\$ dont 8,8 M\$ pour la réfection des arénes
- L'amélioration et le prolongement du réseau routier : 15,8 M\$
- L'aménagement de parcs, d'espaces communautaires et l'acquisition d'espaces verts : 6,5 M\$

Début de la construction des casernes de pompiers numéro deux (Chomedey) et numéro dix (Saint-François)

La vitalité du développement économique de Ville de Laval maintient un rythme de croissance enviable tel qu'en fait foi les investissements de 62,4 M\$ en 2014. Ces travaux entraîneront peu de charges à l'ensemble des contribuables puisqu'ils seront majoritairement payés par les promoteurs de ces différents projets. Ces travaux concernent la construction ou le prolongement de nouvelles rues dans différents secteurs de la Ville.

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

L'entretien et la réfection des infrastructures vieillissantes commandent de grandes interventions. Conscients de cette réalité, les gouvernements provincial et fédéral aident les municipalités à faire face à ce problème par divers programmes de subventions et de remises aux municipalités qui contribuent au financement de ces efforts visant à la sauvegarde des infrastructures. Plus de 20,4 % des investissements, soit 64,6 M\$, seront financés par des transferts. La Ville prévoit, entre autres, investir 39,5 M\$ pour la réhabilitation des infrastructures sur différentes rues et boulevards, 71,2 M\$ pour la rénovation des usines d'eau potable de Chomedey, Pont-Viau, Ste-Rose et des différentes stations de pompage et d'épuration, 15,1 M\$ pour la réfection du réseau routier, cyclable et piétonnier, 8,8 M\$ pour la réfection des aréna Samson et St-François et 6,8 M\$ pour les autres bâtiments communautaires. Ces derniers investissements permettront de rattraper le retard en matière d'infrastructures sportives. De plus, 4,8 M\$ seront investis pour des travaux de réaménagements et de mises aux normes des aires de jeux dans différents parcs.

L'amélioration du réseau routier fait partie intégrante de nos préoccupations. Parmi les mesures d'atténuation du bruit, la construction d'un écran antibruit sera réalisée le long de l'autoroute 440 en 2014 et 2015. Des travaux d'aménagement de pistes cyclables seront également effectués, incluant la portion lavalloise de la piste cyclable qui reliera Oka au Mont St-Hilaire (1,1 M\$) et l'aménagement d'une piste cyclable à l'est du Centre de la nature (1,2 M\$).

Plusieurs investissements seront réalisés dans les parcs (6,5 M\$), et ce, afin de ramener la vie de quartier à l'échelle humaine.

La Ville poursuit sa politique de l'urbanisme durable de Laval. La démarche *Évolucité* comprend une vision, des orientations et des engagements à l'égard de l'aménagement du territoire. Pour maintenir et améliorer la qualité de vie de ses citoyens, la Ville de Laval s'oriente vers une démarche de développement respectueuse de l'environnement qui favorise la densification urbaine, la mobilité active, la vie de quartier, le commerce de proximité et une moins grande dépendance à l'automobile.

Le financement

Afin de réaliser cet ambitieux programme d'investissement tout en respectant la capacité de payer des citoyens, nous allons recourir aux sources de financement suivantes : contributions des promoteurs, subventions et utilisation des réserves financières et fonds réservés.

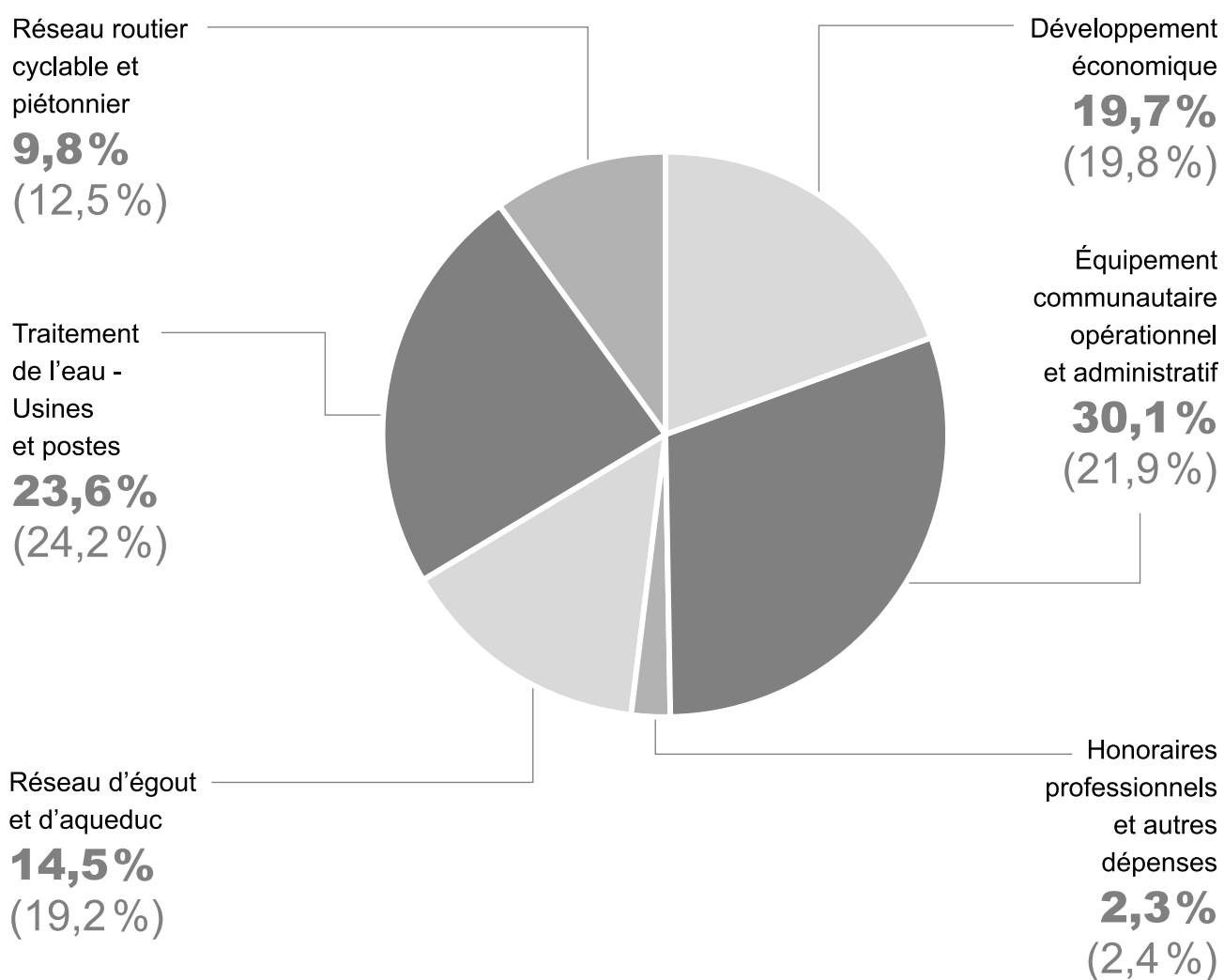
Ainsi en 2014, les paiements comptants totaliseront 126,1 M\$ laissant un solde d'investissement à l'ensemble des citoyens de 60,8 M\$, incluant un montant de 2,1 M\$ pour le financement à long terme des contributions.

En novembre 2013, la firme Standard & Poor's a reconnu que notre gestion financière rigoureuse et notre politique de réduction de la dette produisent d'excellents résultats puisqu'elle a révisé la perspective de la cote de crédit décernée à la Ville de Laval, la faisant passer de "AA- stable" à "AA- positive".

REVENUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
CONTRIBUTIONS DES PROMOTEURS	25,8	21,4
TRANSFERTS		
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Transport		
Réseau routier - voirie municipale	0,6	10,8
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16,9	17,4
Réseau de distribution de l'eau potable	0,3	5,5
Traitement des eaux usées	0,8	4,6
Réseaux d'égout	3,4	10,9
Matières résiduelles - traitement	0,2	0,9
Protection de l'environnement	2,9	5,4
Loisirs et culture		
Activités récréatives	1,6	6,4
Activités culturelles - autres	1,1	0,3
	27,8	62,2
AUTRES REVENUS		
Sécurité publique		
Autres		1,3
Transport		
Réseau routier - autres		0,1
Hygiène du milieu		
Réseau de distribution de l'eau potable	0,3	0,1
Réseaux d'égout	0,2	0,2
	0,5	1,7
TOTAL DES REVENUS	54,1	85,3

IMMOBILISATIONS 2014
(2013)

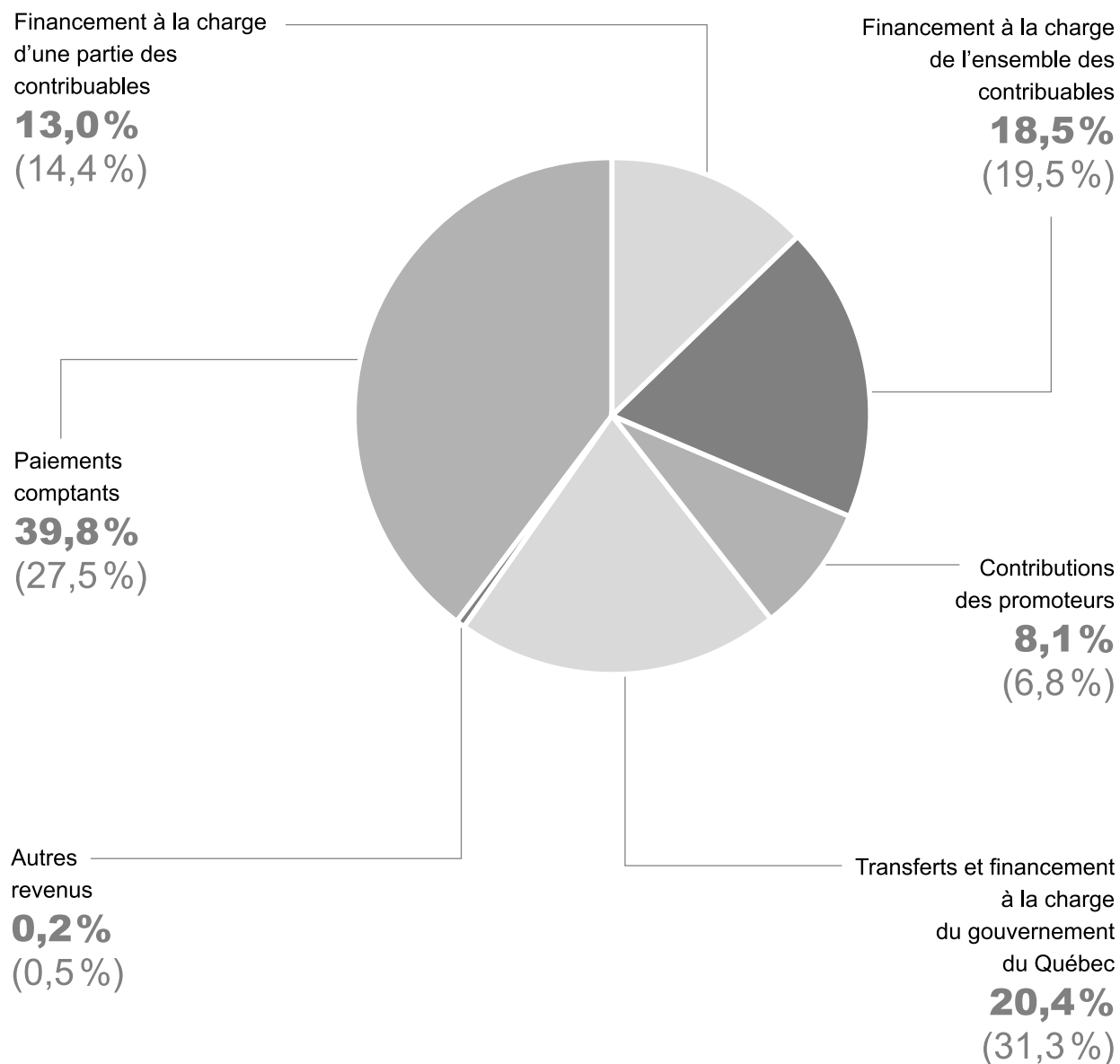


ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
NOUVEAUX		
Égout et aqueduc	6,4	6,7
Traitement de l'eau - Usines et postes	3,8	
Réseau routier, cyclable et piétonnier	15,8	21,4
Développement économique	62,4	62,6
Parcs et espaces communautaires	6,5	8,0
Bâtiments	26,7	18,1
Véhicules et équipements connexes	18,8	12,6
Informatique, mobilier et équipements	17,8	15,5
Hygiène du milieu	3,4	
Honoraires professionnels et autres dépenses	7,2	7,7
	<hr/> 168,8	<hr/> 152,6
RÉFECTION		
Égout et aqueduc	39,5	54,1
Traitement de l'eau - Usines et postes	71,2	76,3
Réseau routier, cyclable et piétonnier	15,2	18,1
Parcs et espaces communautaires	4,8	2,1
Bâtiments	15,6	11,9
Autres	1,7	0,9
	<hr/> 148,0	<hr/> 163,4
TOTAL DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	<hr/> 316,8	<hr/> 316,0

RÉPARTITION EN POURCENTAGE DU FINANCEMENT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

SOURCES DE FINANCEMENT 2014 (2013)



ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
(en millions de dollars)

	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
REVENUS		
Contributions des promoteurs	25,8	21,4
Transferts	27,8	62,2
Autres revenus	0,5	1,7
<hr/>		
Excédent d'investissement avant conciliation à des fins fiscales	54,1	85,3
<hr/>		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
IMMOBILISATIONS		
Administration générale	12,0	9,7
Sécurité publique	19,8	15,8
Transport	74,5	83,7
Hygiène du milieu	166,5	171,5
Aménagement, urbanisme et développement	0,7	0,7
Loisirs et culture	43,3	34,6
<hr/>		
	316,8	316,0
<hr/>		
FINANCEMENT		
Emprunt à long terme à la charge:		
d'une partie des contribuables	41,1	45,5
de l'ensemble des contribuables	58,7	61,4
du Gouvernement du Québec	36,8	36,8
<hr/>		
	136,6	143,7
<hr/>		
AFFECTATIONS		
Activités de fonctionnement	4,7	7,7
Réserves financières et fonds réservés	121,4	79,3
<hr/>		
	126,1	87,0
<hr/>		
EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Conformément aux principes comptables généralement reconnus, la Ville de Laval prépare un budget de fonctionnement ainsi qu'un programme d'investissement consolidés. Ils incluent les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

Le périmètre comptable d'un organisme municipal doit englober les organismes qui sont sous son contrôle.

Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'un autre organisme de sorte que les activités de celui-ci procureront des avantages attendus à l'organisme municipal ou l'exposeront à un risque de perte.

La capacité d'orienter les politiques permet d'établir les règles de base pour la conduite des activités de l'organisme et la réalisation de sa mission et de son mandat.

Le périmètre comptable de Ville de Laval comprend les organismes suivants:

Société de transport de Laval (STL)
Centre local de développement (CLD) de Laval
Place des aînés de Laval
Laval Technopole
Agriculture Laval (A.G.R.I.L.)
Fondation du Centre de la Nature de Laval
Gestion du Fonds Soutien Laval Inc.
Centre d'expositions horticoles et commerciales de Laval

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES
(en millions de dollars)

	<u>Ville de Laval</u>	<u>Organismes Contrôlés</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
REVENUS				
Taxes sur la valeur foncière	519,1		519,1	502,8
Taxes sur une autre base	117,4		117,4	116,6
Paievements tenant lieu de taxes	18,3		18,3	18,3
Services rendus	7,1	35,2	42,3	44,1
Imposition de droits	33,4		33,4	33,9
Amendes et pénalités	17,8		17,8	17,9
Intérêts	8,0	0,2	8,2	7,8
Autres revenus	5,5		5,5	5,8
Transferts	32,5	37,3	69,8	79,1
	<u>759,1</u>	<u>72,7</u>	<u>831,8</u>	<u>826,3</u>
DÉPENSES				
Administration générale	88,1		88,1	85,1
Sécurité publique	166,6		166,6	155,4
Transport	185,6	74,2	259,8	252,5
Hygiène du milieu	145,3		145,3	142,8
Santé et bien-être	7,7		7,7	6,6
Aménagement, urbanisme et développement	23,3	0,5	23,8	21,8
Loisirs et culture	84,2	1,3	85,5	83,4
Frais de financement	60,4	3,5	63,9	62,5
	<u>761,2</u>	<u>79,5</u>	<u>840,7</u>	<u>810,1</u>
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	(2,1)	(6,8)	(8,9)	16,2
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Immobilisations	107,4	15,0	122,4	122,4
Financement (net des affectations)	(77,6)	(8,8)	(86,4)	(90,4)
Affectations	(27,7)	0,6	(27,1)	(48,2)
	<u>2,1</u>	<u>6,8</u>	<u>8,9</u>	<u>(16,2)</u>
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0	0,0	0,0

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES
(en millions de dollars)

	<u>Ville de Laval</u>	<u>Organismes</u> <u>Contrôlés</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Budget 2013</u> Redressé
REVENUS				
Contributions des promoteurs	25,8		25,8	21,4
Transferts	27,8	15,1	42,9	67,4
Autres revenus	0,5		0,5	1,7
Excédent d'investissement de l'exercice	54,1	15,1	69,2	90,5
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
IMMOBILISATIONS				
Administration générale	12,0		12,0	9,7
Sécurité publique	19,8		19,8	15,8
Transport	74,5	45,5	120,0	102,5
Hygiène du milieu	166,5		166,5	171,6
Aménagement, urbanisme et développement	0,7		0,7	0,7
Loisirs et culture	43,3		43,3	34,6
	316,8	45,5	362,3	334,9
FINANCEMENT				
Emprunt à long terme à la charge:				
des organismes contrôlés		6,7	6,7	2,8
d'une partie des contribuables	41,1		41,1	45,5
de l'ensemble des contribuables	58,7		58,7	61,4
du Gouvernement du Québec	36,8	19,6	56,4	45,2
	136,6	26,3	162,9	154,9
AFFECTATIONS				
Activités de fonctionnement	4,7	4,1	8,8	10,2
Réserves financières et fonds réservés	121,4		121,4	79,3
	126,1	4,1	130,2	89,5
EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0	0,0	0,0



Photo : Ville de Laval